



## Déclaration du CSEE sur les Messages clés en matière d'éducation et de formation soumis par le Conseil éducation au Conseil européen de printemps le 16 février 2009

Adoptée par le Bureau de l'IE/du CSEE le 6 mars 2009

Lors du Conseil européen de printemps, les chefs d'état ou de gouvernement prépareront la position de l'UE qu'ils présenteront au sommet G20 organisé à Londres le 2 avril sur le thème : « Comment surmonter la crise financière ». Le projet de résumé des propositions intitulé « l'Accord mondial » à soumettre au sommet G20 n'inclut pas l'investissement dans l'éducation en tant que mesure nécessaire à la reprise financière<sup>1</sup>.

### President

### Président

Ronnie Smith

Les Messages clés soumis par le Conseil Education au Conseil européen de printemps des 19-20 mars 2009 constitueront les fondements de la position de l'UE au sommet G20.

### Vice-Presidents

### Vice-Présidents

Paul Bennett

Odile Cordelier

Kounka Damianova

Jörgen Lindholm

Ulrich Thöne

Le Comité syndical européen pour l'éducation (CSEE) qui représente 110 organisations d'enseignants dans les pays UE et AELE et plus de 5,5 millions d'enseignants de tous les secteurs de l'éducation – présente ci-dessous ses remarques relatives aux Messages clés.

En réponse aux Messages clés, le CSEE s'accorde sur l'importance de maintenir des systèmes d'éducation et de formation de haute qualité, efficaces et ouverts, particulièrement dans une période de crise financière et économique mondiale. La Stratégie de Lisbonne a inclus dès le début l'éducation et la formation en tant qu'éléments clés à l'acquisition du plein potentiel d'une société basée sur la connaissance. Toutefois, le CSEE regrette que l'éducation continue à être considérée uniquement comme un outil visant à satisfaire les demandes spécifiques et immédiates du marché du travail. Le CSEE insiste d'une part sur la nécessité pour les systèmes d'éducation et de formation de servir différents objectifs dans la société d'autre part sur le fait que la perception de l'éducation doit nécessairement inclure à la fois une dimension sociale et économique. La tâche essentielle des systèmes d'éducation est *d'éduquer à la vie* et la conception de l'éducation doit être étendue et couvrir diverses aptitudes et compétences clés. Seule une approche de l'éducation et la formation dans tous leurs aspects peut contribuer à améliorer les compétences personnelles et sociales, qui sont vitales pour la cohésion sociale, l'égalité, la citoyenneté active, la diversité culturelle et l'épanouissement personnel.

Le CSEE regrette que le Conseil Education se concentre sur l'investissement dans le 'capital humain' et non pas sur la priorité d'investir dans des systèmes d'éducation et de formation de haute qualité. En outre, le CSEE considère regrettable que le Conseil propose des investissements au travers de "... sources de financement nouvelles et diversifiées - y compris, le cas échéant, des financements privés..."<sup>2</sup>. Le CSEE est d'avis que des investissements dans une éducation de haute qualité pour tous les étudiants sont nécessaires, notamment pour aider l'Europe à surmonter la récession économique actuelle. Un enseignement de haute qualité gratuit et obligatoire constitue un pré-requis à l'enseignement tout au long de la vie et à l'acquisition de compétences clés pour tous les étudiants. Il est dès lors impératif de reconnaître

<sup>1</sup> Voir "The road to the London Summit: The plan for recovery". Page 74. Vous pouvez consulter ce document sur <http://www.londonsummit.gov.uk/resources/en/PDF/road-to-london-summit>.

<sup>2</sup> Voir les Messages clés en matière d'éducation et de formation adressés au Conseil européen de printemps (5809/09) 2. Février 2009. Vous pouvez accéder à ce document sur :

<http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/09/st05/st05809.fr09.pdf>

que l'éducation en tant que droit fondamental constitue une responsabilité publique. Le financement ainsi que la réglementation de l'éducation doivent être publics. L'intérêt croissant aux niveaux national, de l'UE et mondial pour diverses formes de partenariats et de coopération dans les secteurs de l'éducation nous paraît une évolution hasardeuse puisqu'elle pourrait mener à une diminution de la responsabilité des gouvernements dans le financement et la garantie d'une éducation et de systèmes de formation de haute qualité pour *tous*.<sup>3</sup> Ce risque est particulièrement présent en temps de crise quand les gouvernements peuvent être plus enclins à recourir à des réductions budgétaires dans des domaines tels que le secteur de l'éducation.

Le CSEE est vivement préoccupé par l'absence dans les Messages clés d'une recommandation claire sur l'investissement dans la formation des enseignants et des formateurs. Afin de développer des effectifs européens disposant des compétences qui répondent aux demandes du marché de travail, les états membres doivent intensifier leurs efforts visant à valoriser l'attrait et le statut de la profession enseignante, ainsi que la qualité de la formation des enseignants.

L'implication et la consultation des partenaires sociaux ne sont pas intégrées dans les Messages clés. Les syndicats d'enseignants devraient être impliqués aux niveaux national et de l'UE dans les processus préparatoire et décisionnel dans les domaines de l'enseignement et la formation.

Le CSEE recommande vivement au Conseil européen d'intégrer les Messages clés du Conseil Education dans les positions de l'UE à la réunion du G20 de façon à ce que l'éducation joue un rôle majeur dans l'**Accord mondial**.

---

<sup>3</sup> Voir les *Compétences clés* et "*The road to the London Summit: The plan for recovery*".